

*Province de Liège*  
**BULLETIN PROVINCIAL**  
*Périodique*

---

**Sommaire**

*Pages*

**N° 46 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 1<sup>er</sup> septembre 2020 concernant le passage  
des randonnées cyclo-touristiques sur le territoire de la province de Liège.*

*En annexes, le cahier des charges imposant des mesures de sécurité et  
des garanties ainsi que la ligne du temps.*

**377**

**N° 46 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 1<sup>er</sup> septembre 2020 concernant le passage des randonnées cyclo-touristiques sur le territoire de la province de Liège. En annexes, le cahier des charges imposant des mesures de sécurité et des garanties ainsi que la ligne du temps.*

**ARRETE DE POLICE**



**Le Gouverneur f.f,**

- Vu la loi provinciale, notamment son article 128, tel que modifié par l'article 226 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;
- Vu la nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 119bis, 133 et 135 ;
- Vu la loi relative à la police de la circulation routière du 16 mars 1968, telle que modifiée ;
- Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, tel que modifié, et plus particulièrement son article 43bis ;
- Vu l'arrêté royal du 28 juin 2019 réglementant les courses cyclistes et les épreuves tout-terrain ;
- Vu les concepts actuels de maintien de l'ordre public et plus particulièrement l'approche policière basée sur le dialogue, la gestion négociée de l'espace public et le partenariat, énoncés dans la circulaire CP 4 du 11 mai 2011 ;
- Vu la circulaire ministérielle OOP 41 du 31 mars 2014, opérationnalisant la CP 4 du 11 mai 2011 ;
- Vu la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales, telle modifiée, notamment son article 1<sup>er</sup> ;
- Attendu que les randonnées cyclo-touristiques, en raison des troubles à l'ordre public qu'elles généraient alors que leur succès était grandissant en province de Liège, ont été dénoncées à mon Office par la conférence des Bourgmestres de Verviers, par courrier daté du 29 juillet 2009 ;
- Attendu que ces randonnées ont fait l'objet d'un arrêté de police du Gouverneur (et d'un cahier des charges imposant des mesures de sécurité et des garanties), publié le 3 mars 2011, suite aux travaux d'un groupe de travail représentatif dont les conclusions ont été approuvées en Concertation provinciale de Sécurité, le 19 octobre 2010 et le 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- Attendu que la problématique a de nouveau été dénoncée à mon Office, à l'occasion du débriefing annuel de la saison 2015, le 18 avril 2016 ;
- Attendu que pour suite, une version revue de l'arrêté de police du Gouverneur fonction des travaux d'un groupe de travail représentatif, visant à améliorer les processus de communication auprès des Bourgmestres et auprès des riverains, a été publiée le 12 septembre 2017, après validation auprès des Bourgmestres ;
- Attendu qu'à l'occasion du débriefing de la saison 2018, le 23 janvier 2019, il a été signalé que l'arrêté de police du Gouverneur pourrait être plus clair dans son énoncé ;

- Attendu que le Gouverneur a souhaité vérifier l'opportunité de maintenir ses dispositions en matière de randonnées cyclo-touristiques pour la province de Liège, au moyen d'un sondage auprès des Bourgmestres au mois de juin 2019 et qu'aucun répondant n'a été en faveur d'une abrogation ;
- Attendu que la politique du Gouverneur est de profiler ses services en appui des Autorités administratives locales et des services de secours et de police, dans le respect des prérogatives de chacun ;
- Attendu que le Gouverneur veille au respect de la législation et évite toute contradiction juridique source de dysfonctionnements et d'interprétations contradictoires ;
- Attendu que les randonnées cyclo-touristiques en province de Liège, comptant plusieurs centaines voire plusieurs milliers de participants, génèrent toujours, malgré les mesures en vigueur depuis 2011, des troubles à l'ordre public sur le territoire des communes concernées par l'itinéraire, et que sont encore déplorés :
  - ✓ des entraves à la mobilité générale,
  - ✓ des infractions au code de la route,
  - ✓ des comportements agressifs de certains randonneurs,
  - ✓ des nuisances environnementales,
  - ✓ un encadrement déficient, notamment en raison de la confusion quant au rôle de régulateur ;
- Considérant le caractère supra-local des randonnées et les attentes des Bourgmestres et des organisateurs, actées en débriefing le 23 janvier 2019 et au cours du mois de juin 2019, en termes d'homogénéisation de procédure dans le cadre des demandes de passage, de mutualisation de la prise en charge (secrétariat supra-local, simplification de la procédure administrative) et de coordination pour un degré de sécurité suffisant et uniforme sur l'ensemble de l'itinéraire ;
- Considérant qu'une randonnée cyclo-touristique réunissant un nombre important de participants, qui ne serait pas encadrée par des mesures adéquates pourrait constituer un réel trouble à l'ordre public dans les différentes communes traversées ;
- Considérant les conclusions d'un groupe de travail représentatif institué, d'octobre à novembre 2019, à l'initiative de mon Office.

#### **A R R E T E :**

##### **Article 1 :**

Au présent arrêté est annexé un cahier des charges. Le cahier des charges est à la fois :

- ✓ un formulaire de demande d'autorisation de passage à remplir et transmettre à mon Office,
- ✓ un document explicatif détaillant les mesures de sécurité exigées dans le chef de l'organisateur responsable d'une randonnée cyclo-touristique.

Le cahier des charges représente un engagement de l'organisateur à veiller aux conditions requises au déroulement optimal de la randonnée, dans le respect de l'ordre public sur l'itinéraire.

Le cahier des charges devra être complété dans une des deux langues de la province de Liège, soit en français, soit en allemand.

Le non-respect des dispositions du cahier des charges pourra entraîner un refus de passage de la randonnée cyclo-touristique sur le territoire d'une ou plusieurs communes, voire sur le territoire de la province de Liège.

**Article 2 :**

Au présent arrêté, pour une parfaite compréhension des dispositions qui suivent, est également annexé une ligne du temps schématisant la chronologie des actions à entreprendre dans le chef de chaque partie prenante.

**Article 3 :**

Pour l'application des dispositions du présent arrêté et du cahier des charges, on entend par :

- Randonnée cyclo-touristique : une promenade touristique à vélo, dont le règlement établi par l'organisateur ne prévoit pas d'esprit de compétition. En cas de manifestation autorisée engageant, sur l'entièreté ou sur un tronçon de l'itinéraire, des cycles dans un contexte compétitif avec plusieurs participants, un enregistrement du temps et/ou un classement, l'arrêté royal du 28 juin 2019 réglementant les courses cyclistes et les épreuves tout-terrain est d'application.
- Responsable de sécurité : la personne chargée de l'analyse de risque dans le cadre de la préparation de la manifestation et de la demande d'autorisation de passage, du briefing des régulateurs de trafic avant la manifestation, de la sécurisation maximale de la randonnée cyclo-touristique pendant la manifestation. Le responsable de sécurité est la personne de contact indiquée auprès de toutes les parties prenantes pour la durée de la manifestation, où il est joignable en permanence.
- Régulateur : préventionniste chargé d'encourager les randonneurs à respecter le code de la route et d'attirer leur attention sur les points d'itinéraire particulièrement dangereux. Le régulateur se positionne, si elle existe, sur la partie de la voie publique réservée aux piétons et est identifié au moyen d'une chasuble jaune fluorescent.
- Personne de contact dans le dispositif médico-sanitaire préventif : la personne du dispositif médico-sanitaire préventif de l'organisation, que les opérationnels des services de secours pourront contacter en cas d'intervention urgente. Elle est le point de contact privilégié de la CU 112 pour la durée de la manifestation.

**Article 4 :**

Sont visées par le présent arrêté, les randonnées cyclo-touristiques :

- ✓ dont l'itinéraire emprunte le territoire d'au moins deux communes en province de Liège  
ET
- ✓ dont le nombre de participants sur l'ensemble des itinéraires de la manifestation est au minimum de 500.

Les randonnées cyclo-touristiques se déroulant exclusivement en forêt ne sont pas concernées par cet arrêté de police.

**Article 5 :**

Au plus tard le 15 octobre de l'année précédant la date de la manifestation, l'organisateur transmettra à mon Office une première version du cahier des charges ci-joint, dûment complété avec les renseignements suivants :

- ✓ Points A et B,
- ✓ Point C (à l'exception du point C.8).

**Article 6 :**

Mon Office transmettra cette première information :

- ✓ aux Bourgmestres des communes concernées par les itinéraires (avec copie aux Zones de Police),
- ✓ à la CoAmu.

**Article 7 :**

Il revient, pour le 15 décembre de l'année précédant la date de la manifestation, au plus tard :

- ✓ aux Bourgmestres de rendre, soit un accord de principe sous la forme d'une autorisation provisoire de passage sur le territoire de leur compétence sous réserve de modification(s) d'itinéraire éventuelle(s), soit un avis défavorable motivé ;
- ✓ à la CoAmu de rendre un avis quant au dispositif médico-sanitaire préventif à mettre en place dans le chef de l'organisateur.

Ces différentes positions sont communiquées à mon Office.

**Article 8 :**

Mon Office transmettra à l'organisateur les positions dont question à l'article 7 pour, au plus tard, le 15 janvier de l'année de la manifestation.

L'organisateur est tenu de se conformer au minimum aux prescriptions de la CoAMU, de financer le dispositif médico-sanitaire préventif prescrit et de le mentionner dans le cahier des charges.

**Article 9 :**

Pour le dernier jour ouvrable du mois de février, mon Office publiera un calendrier annuel des randonnées cyclo-touristiques à l'adresse suivante :

<http://gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7078>

Il est attendu de la part des Bourgmestres que cette information soit relayée au niveau de la population.

**Article 10 :**

Trois mois avant la date de la randonnée en projet, l'organisateur transmettra à mon Office la version actualisée et complète du cahier des charges.

Ce dossier sera transmis par mon Office aux Bourgmestres des communes concernées par les itinéraires pour prise de position définitive, ainsi qu'aux Zones de Police, aux Directions de coordination et d'appui déconcentrées de la Police fédérale (DCA) et aux Zones de Secours concernées, pour information.

**Article 11 :**

Les Bourgmestres des communes concernées par l'itinéraire feront part de la position dont question à l'article 10, auprès de l'organisateur et de mon Office, au plus tard 30 jours calendrier précédant la manifestation. Passé ce délai, la demande sera considérée comme accordée.

**Article 12 :**

L'organisateur est tenu de respecter les modifications d'itinéraire, les recommandations en matière de régulateurs de trafic et toute autre imposition qui seraient fixées par les Autorités administratives et policières.

**Article 13 :**

Conformément aux dispositions du cahier des charges, mon Office vérifiera la possession par l'organisateur d'une assurance globale Responsabilité Civile pour toute la manifestation ainsi que d'une assurance Accidents Corporels pour tous les participants. Une copie des polices d'assurance sera transmise à mon Office au plus tard trois semaines avant la manifestation.

**Article 14 :**

Conformément aux dispositions du cahier des charges et afin de couvrir les frais éventuels de réhabilitation de l'environnement pour suite de la manifestation, mon Office prélèvera une caution auprès de l'organisateur.

**Article 15 :**

Sur la base du cahier des charges de l'organisateur et après recueil des positions des Autorités administratives et policières concernées, une réunion de sécurité sera organisée par mon Office, au plus tard deux semaines avant la manifestation.

Seront invités : l'organisateur, le responsable de sécurité, les Bourgmestres, Zones de Police, Directions de coordination et d'appui déconcentrées de la Police fédérale (DCA), Zones de Secours concernés par l'itinéraire et l'Inspecteur d'hygiène fédéral du SPF Santé publique et CU 112 de la province de Liège.

La présence de l'organisateur et du responsable de sécurité y est obligatoire.

Sera annexé à l'invitation, le cahier des charges complété.

L'objectif de la réunion de sécurité est :

- ✓ de vérifier si toutes les sollicitations des services d'intervention et si toutes les impositions des Autorités administratives sont bien prises en compte par l'organisateur,
- ✓ de fixer le montant de la caution visée à l'article 14.

**Article 16 :**

Mon Office vérifiera que la caution sera acquittée par l'organisateur au plus tard une semaine avant la manifestation.

**Article 17 :**

A l'issue de la réunion de sécurité et dès acquittement de la caution fixée, je délivrerai un arrêté de police autorisant le passage de la manifestation, aux conditions fixées.

L'arrêté de police d'autorisation de passage sera envoyé à l'organisateur ainsi qu'aux Bourgmestres, aux Zones de Police, aux Directions de coordination et d'appui déconcentrées de la Police fédérale (DCA), aux Zones de Secours, à l'Inspecteur d'hygiène fédéral du SPF Santé publique et à la CU 112 compétents, pour leur parfaite information.

**Article 18 :**

En cas de non-respect des présentes dispositions, la randonnée sera interdite.

**Article 19 :**

Toute randonnée cyclo-touristique qui n'aurait pas reçu de mon office un arrêté de police autorisant son passage sur le territoire de la province, est réputée interdite.

**Article 20 :**

L'organisateur prend toutes les mesures appropriées en matière de protection de l'environnement et remet la globalité de l'itinéraire et son environnement (parkings, points de ravitaillement...) en état dès la fin de la manifestation.

Si tel n'est pas le cas, il revient à la commune, soit de remédier par ses propres moyens à la situation, soit d'interpeller l'organisateur afin qu'il remédie dans les délais les plus courts à la situation, soit de revenir vers mon Office à des fins de retenue sur caution.

**Article 21 :**

Toute administration communale concernée par l'itinéraire pourra demander de retenir en tout ou en partie la caution visée à l'article 14. Le montant de la retenue correspondra aux frais découlant directement du non-respect de l'environnement.

Cette même administration adressera à mon Office sa demande de retenue sur caution au plus tard un mois après la manifestation. L'administration en informera l'organisateur et motivera de façon exhaustive la hauteur du montant exigé.

Tout litige est du ressort du Tribunal civil territorialement compétent.

**Article 22 :**

Le présent arrêté de police abroge mon arrêté du 12 septembre 2017 en la matière et entrera en vigueur dès son affichage aux endroits usuels destinés aux publications officielles. Il sera en outre publié au Bulletin provincial de Liège. Ne seront concernées par cet arrêté que les randonnées cyclo-touristiques qui se dérouleront à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Article 23 :**

Un recours en annulation contre cette décision peut être déposé par la voie de requête au Conseil d'État, section Administration, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, endéans les soixante jours de la réception de la présente notification.

Liège, le 12 septembre 2020

  
Catherine Delcourt  
Gouverneur f.f

## **POLIZEIERLASS**



- Aufgrund des Provinzialgesetzes, insbesondere Artikel 128, abgeändert durch Artikel 226 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes;
- Aufgrund des neuen Gemeindegesetzes, insbesondere der Artikel 119bis, 133 und 135;
- Aufgrund des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei vom 16. März 1968 in seiner geänderten Fassung;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße in seiner geänderten Fassung, insbesondere des Artikels 43bis;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2019 zur Regelung der Radrennen und der Offroad-Rennen;
- Aufgrund der im Rundschreiben CP 4 vom 11. Mai 2011 dargelegten aktuellen Konzepte für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, insbesondere das Vorgehen der Polizei, das auf Dialog, vereinbarter Kontrolle des öffentlichen Raums und Partnerschaft beruht;
- Aufgrund des Rundschreibens OOP 41 vom 31. März 2014 zur Operationalisierung des Rundschreibens CP 4 vom 11. Mai 2011;
- Aufgrund des abgeänderten Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können, insbesondere seines Artikels 1;
- In der Erwägung, dass die Problematik von Radtourenfahrten, die in der Provinz Lüttich in den letzten Jahren zunehmenden Erfolg verzeichneten, aufgrund der Störung der öffentlichen Ordnung meinem Amt von der Konferenz der Bürgermeister von Verviers mittels Schreiben vom 29. Juli 2009 aufgezeigt wurde;
- In der Erwägung, dass die Radtourenfahrten Gegenstand eines Polizeierlasses des Gouverneurs (und eines Lastenhefts, das Sicherheitsmaßnahmen und Garantien auferlegt) waren, der am 3. März 2011 im Anschluss an die Arbeiten einer repräsentativen Arbeitsgruppe, deren Schlussfolgerungen am 19. Oktober 2010 und am 1. März 2011 in der Provinzialen Sicherheitsberatung angenommen worden waren, veröffentlicht wurde;
- In der Erwägung, dass meinem Amt die Problematik anlässlich der Nachbesprechung der Saison 2015 am 18. April 2016 erneut aufgezeigt wurde;



- In der Erwägung, dass daraufhin am 12. September 2017, nach Validierung durch die Bürgermeister, entsprechend den Arbeiten einer repräsentativen Arbeitsgruppe eine überarbeitete Fassung des Polizeierlasses des Gouverneurs, der die Kommunikationsprozesse mit den Bürgermeistern und Anwohnern verbessern sollte, veröffentlicht wurde;
- In der Erwägung, dass anlässlich der Nachbesprechung der Saison 2018 am 23. Januar 2019 vermeldet wurde, dass der Wortlaut des Polizeierlasses des Gouverneurs klarer sein könnte;
- In der Erwägung, dass der Gouverneur im Juni 2019 mittels einer Umfrage bei den Bürgermeistern prüfen wollte, ob es zweckmäßig ist, seine Verfügungen in Sachen Radtourenfahrten in der Provinz Lüttich beizubehalten, und sich keiner der Befragten für eine Aufhebung ausgesprochen hat;
- In der Erwägung, dass die Politik des Gouverneurs daraufhin ausgerichtet ist, mit seinen Dienststellen die lokalen Verwaltungsbehörden und die Hilfs- und Polizeidienste unter Beachtung der jeweiligen Befugnisse zu unterstützen;
- In der Erwägung, dass der Gouverneur über die Beachtung der Rechtsvorschriften wacht, und rechtliche Widersprüche, die zu Dysfunktionen und widersprüchlichen Interpretationen Anlass geben können, vermeidet;
- In der Erwägung, dass die Radtourenfahrten mit mehreren Hunderten oder gar Tausenden von Teilnehmern trotz der seit 2011 geltenden Maßnahmen immer noch bedeutende Störungen der öffentlichen Ordnung auf dem Gebiet der vom Streckenverlauf betroffenen Gemeinden hervorrufen, und dass immer noch geklagt wird über:
  - ✓ die Beeinträchtigung der allgemeinen Mobilität,
  - ✓ Verstöße gegen die Straßenverkehrsordnung,
  - ✓ aggressives Verhalten mancher Teilnehmer,
  - ✓ Umweltbelastungen,
  - ✓ mangelhafte Betreuung, insbesondere aufgrund der Unklarheit in Bezug auf die Rolle des Verkehrsreglers;
- In Anbetracht des überörtlichen Charakters der Radtourenfahrten und der in der Nachbesprechung am 23. Januar 2019 und im Juni 2019 schriftlich festgehaltenen Erwartungen der Bürgermeister und Veranstalter in Bezug auf die Homogenisierung der Verfahren im Rahmen der Anträge auf Durchfahrt, die Kräftebündelung (überörtliches Sekretariat, Vereinfachung des Verwaltungsverfahrens) und die Koordination für ein ausreichendes und einheitliches Maß an Sicherheit auf der gesamten Strecke;
- In der Erwägung, dass eine Radtourenfahrt mit einer großen Teilnehmerzahl, der nicht durch entsprechende Maßnahmen ein Rahmen gegeben wird, eine echte Störung der öffentlichen Ordnung in den durchfahrenen Gemeinden darstellen könnte;
- In Erwägung der Ergebnisse der auf Veranlassung meines Amtes von Oktober bis November 2019 eingerichteten repräsentativen Arbeitsgruppe;

## ERLÄSST DIE DIENSTTUENDE GOUVERNEURIN DER PROVINZ LÜTTICH

### Artikel 1:

Dem vorliegenden Erlass ist ein Lastenheft beigelegt. Das Lastenheft ist gleichzeitig:

- ✓ ein Antragsformular für die Genehmigung der Durchfahrt, das auszufüllen und meinem Amt zu übermitteln ist,
- ✓ ein erläuterndes Dokument, das die dem verantwortlichen Veranstalter einer Radtourenfahrt abverlangten Sicherheitsmaßnahmen ausführlich beschreibt.

Das Lastenheft stellt eine Verpflichtung des Veranstalters dar, auf die Bedingungen, die für den optimalen Verlauf der Radtourenfahrt unter Beachtung der öffentlichen Ordnung auf der Strecke erforderlich sind, zu achten.

Das Lastenheft ist in einer der beiden Sprachen der Provinz Lüttich, d.h. in Französisch oder in Deutsch auszufüllen.

Die Nichtbeachtung der Bestimmungen des Lastenhefts kann die Verweigerung der Genehmigung der Durchfahrt der Radtourenfahrt durch das Gebiet einer oder mehrerer Gemeinden oder durch das gesamte Gebiet der Provinz Lüttich nach sich ziehen.

### Artikel 2:

Für ein umfassendes Verständnis der nachfolgenden Bestimmungen wird dem vorliegenden Erlass auch eine Zeitleiste hinzugefügt, die die zeitliche Abfolge der Handlungen, die von jeder beteiligten Partei vorzunehmen sind, aufzeigt.

### Artikel 3:

Für die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und des Lastenhefts versteht man unter:

- Radtourenfahrt: eine touristische Radwanderung, bei der das Reglement des Veranstalters keinen Wettbewerb vorsieht. Im Fall einer genehmigten Veranstaltung mit Fahrrädern in einem Wettbewerbsumfeld mit mehreren Teilnehmern, Zeitnahme und/oder Wertung auf der gesamten Strecke oder einem Streckenabschnitt wird der Königliche Erlass vom 28. Juni 2019 zur Regelung der Radrennen und der Offroad-Rennen angewendet.
- Sicherheitsbeauftragter: die Person, die mit der Risikoanalyse im Rahmen der Vorbereitung der Veranstaltung und des Antrags auf Genehmigung der Durchfahrt mit dem Briefing der Verkehrsregler vor der Veranstaltung und mit der größtmöglichen Absicherung der Radtourenfahrt während der Veranstaltung beauftragt ist. Der Sicherheitsbeauftragte ist die Kontaktperson, die während der Dauer der Veranstaltung für alle beteiligten Parteien ständig erreichbar ist.
- Verkehrsregler: ein Unfallverhütungsspezialist, der die Radtourenfahrer dazu anhält, die Straßenverkehrsordnung zu beachten, und der sie auf besonders gefährliche Stellen auf der Strecke aufmerksam macht. Der Verkehrsregler positioniert sich auf den für Fußgänger vorgesehenen Teil der Straße, falls vorhanden; zu erkennen ist an der fluoreszierenden gelben Warnweste, die er trägt.
- Kontaktperson des präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots: die Person des präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots der Organisation, die die Einsatzkräfte

der Rettungsdienste im Falle eines Rettungseinsatzes kontaktieren können. Sie ist für die Dauer der Veranstaltung die bevorzugte Kontaktstelle für die NRZ 112.

**Artikel 4:**

Vorliegender Erlass gilt für Radtourenfahrten:

- ✓ deren Strecke über das Gebiet von mindestens zwei Gemeinden in der Provinz Lüttich verläuft  
UND
- ✓ deren Teilnehmerzahl auf allen Strecken der Veranstaltung mindestens 500 beträgt.

Radtourenfahrten, die ausschließlich im Wald stattfinden, sind von diesem Polizeierlass nicht betroffen.

**Artikel 5:**

Spätestens am 15. Oktober des Jahres, das dem Datum der Veranstaltung vorhergeht, übermittelt der Veranstalter meinem Amt eine erste Fassung des beiliegenden Lastenhefts, das ordnungsgemäß mit folgenden Informationen ergänzt wurde:

- ✓ Punkte A und B,
- ✓ Punkt C (ausgenommen Punkt C.8).

**Artikel 6:**

Mein Amt leitet diese erste Information weiter:

- ✓ an die Bürgermeister der von den Strecken betroffenen Gemeinden (mit Kopie an die Polizeizonen),
- ✓ an die Kommission für Dringende Medizinische Hilfe (KDMH).

**Artikel 7:**

Spätestens am 15. Dezember des Jahres, das dem Datum der Veranstaltung vorhergeht:

- ✓ erteilen die Bürgermeister entweder ein grundsätzliches Einverständnis in Form einer vorläufigen Genehmigung für die Durchfahrt des Gebietes, für das sie zuständig sind, vorbehaltlich etwaiger Änderung(en) des Streckenverlaufs, oder geben eine begründete ungünstige Stellungnahme ab;
- ✓ gibt die KDMH eine Stellungnahme bezüglich des vom Veranstalter einzurichtenden präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots ab.

Diese Stellungnahmen werden meinem Amt übermittelt.

**Artikel 8:**

Mein Amt übermittelt dem Veranstalter die in Artikel 7 genannten Stellungnahmen spätestens am 15. Januar des Jahres der Veranstaltung.

Der Organisator ist verpflichtet, mindestens die Vorgaben der KDMH zu erfüllen, das vorgeschriebene präventive medizinisch-sanitäre Aufgebot zu finanzieren und es ins Lastenheft einzutragen.

**Artikel 9:**

Am letzten Werktag des Monats Februar veröffentlicht mein Amt den Jahreskalender der Radtourenfahrten unter folgender Adresse:

<http://gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7078>

Von den Bürgermeistern wird erwartet, dass sie diese Information an die Bevölkerung weiterleiten.

**Artikel 10:**

Drei Monate vor dem Datum der geplanten Radtourenfahrt übermittelt der Veranstalter meinem Amt die aktualisierte, vollständige Fassung des Lastenhefts.

Die Akte wird von meinem Amt direkt an die Bürgermeister der vom Streckenverlauf betroffenen Gemeinden zur endgültigen Stellungnahme sowie an die betroffenen Polizeizonen und dezentrierten Koordinations- und Unterstützungsdirektionen (KUD) der föderalen Polizei zur Information weitergeleitet.

**Artikel 11:**

Spätestens 30 Kalendertage vor der Veranstaltung übermitteln die Bürgermeister der vom Streckenverlauf betroffenen Gemeinden dem Veranstalter und meinem Amt ihre Stellungnahme gemäß Artikel 10. Nach Ablauf dieser Frist wird der Antrag als angenommen betrachtet.

**Artikel 12:**

Der Veranstalter ist verpflichtet, die Änderungen des Streckenverlaufs, die Empfehlungen in Bezug auf die Verkehrsregler und alle etwaigen anderen Auflagen, die von den Verwaltungs- und Polizeibehörden festgelegt werden, einzuhalten.

**Artikel 13:**

Gemäß den Bestimmungen des Lastenhefts überprüft mein Amt, ob der Veranstalter im Besitz einer Zivilhaftpflichtversicherung für die gesamte Veranstaltung sowie einer Personenunfallversicherung für alle Teilnehmer ist. Eine Kopie der Versicherungspolice ist meinem Amt spätestens drei Wochen vor der Veranstaltung zu übermitteln.

**Artikel 14:**

Um etwaige Kosten zur Umweltsanierung nach der Veranstaltung zu decken, erhebt mein Amt gemäß den Bestimmungen des Lastenhefts eine Kautions beim Veranstalter.

**Artikel 15:**

Auf der Grundlage des Lastenhefts des Veranstalters und nach Erhalt der Stellungnahmen der betreffenden Verwaltungs- und Polizeibehörden organisiert mein Amt spätestens zwei Wochen vor der Veranstaltung eine Sicherheitssitzung.

Dazu eingeladen werden: der Veranstalter, der Sicherheitsbeauftragte, die vom Streckenverlauf betroffenen Bürgermeister, Polizeizonen, dezentrierte Koordinations- und Unterstützungsdirektionen der föderalen Polizei (KUD) und Hilfeleistungszonen sowie der Föderale Hygieneinspektor des FÖD Volksgesundheit und die NRZ 112 der Provinz Lüttich.

Die Anwesenheit des Veranstalters und des Sicherheitsbeauftragten ist verpflichtend.

Der Einladung liegt das vollständig ausgefüllte Lastenheft bei.

Ziel der Sicherheitssitzung ist es:

zu überprüfen, ob der Veranstalter alle Forderungen der Einsatzdienste und alle Vorschriften der Verwaltungsbehörden berücksichtigt hat, die Höhe der in Artikel 14 erwähnten Kautions festzulegen.

**Artikel 16:**

Mein Amt überprüft, dass der Veranstalter die Kautions spätestens eine Woche vor der Veranstaltung bezahlt hat.

**Artikel 17:**

Im Anschluss an die Sicherheitssitzung und nach Zahlung der festgelegten Kautions stelle ich einen Polizeierlass aus, der die Durchfahrt zu den festgelegten Bedingungen genehmigt.

Der Polizeierlass bezüglich der Durchfahrtsgenehmigung wird zur Information an den Veranstalter sowie an die zuständigen Bürgermeister, Polizeizonen, dezentrierten Koordinations- und Unterstützungsdirektionen der föderalen Polizei (KUD), Hilfeleistungszonen, an den Föderalen Hygieneinspektor des FÖD Volksgesundheit für die Provinz Lüttich und die NRZ 112 gesendet.

**Artikel 18:**

Bei Nichteinhaltung der vorliegenden Bestimmungen wird die Radtourenfahrt untersagt.

**Artikel 19:**

Jede Radtourenfahrt, die von meinem Amt keinen Polizeierlass zur Genehmigung der Durchfahrt auf dem Gebiet der Provinz erhalten hat, gilt als verboten.

**Artikel 20:**

Der Veranstalter trifft alle geeigneten Maßnahmen in Sachen Umweltschutz und versetzt nach dem Ende der Veranstaltung die gesamte Strecke und deren Umgebung (Parkplätze, Verpflegungszonen) in den ursprünglichen Zustand zurück.

Wenn dem nicht so ist, muss die Gemeinde entweder mit ihren eigenen Mitteln Abhilfe schaffen oder den Veranstalter ansprechen, damit er schnellstmöglich Abhilfe schafft, oder sich zwecks Einbehaltung der Kautions an mein Amt wenden.

**Artikel 21:**

Jede vom Streckenverlauf betroffene Gemeindeverwaltung kann beantragen, dass die gesamte oder ein Teil der unter Artikel 14 genannten Kautions einbehalten wird. Der einbehaltene Betrag entspricht den Kosten, die sich direkt aus der mangelnden Rücksicht auf die Umwelt ergeben.

Diese Gemeindeverwaltung reicht ihren Antrag auf Abzug von der Kautions spätestens einen Monat nach der Veranstaltung bei meinem Amt ein. Die Verwaltung informiert den Veranstalter darüber und begründet die Höhe des geforderten Betrags erschöpfend.

Für alle Streitsachen ist das territorial zuständige Zivilgericht zuständig.

**Artikel 22:**

Vorliegender Polizeierlass hebt meinen Erlass vom 12. September 2017 in dieser Angelegenheit auf und tritt ab seinem Aushang an den üblichen, für amtliche Bekanntmachungen vorgesehenen Stellen in Kraft. Er wird auch im Bulletin der Provinz Lüttich veröffentlicht. Von diesem Erlass betroffen sind Radtourenfahrten, die ab dem 1. Januar 2021 stattfinden.

**Artikel 23:**

Eine Nichtigkeitsklage gegen diesen Beschluss kann binnen sechzig Tagen ab Notifizierung durch Antragsschrift beim Staatsrat, Abteilung Verwaltung, Rue de la Science 33, 1040 Brüssel oder elektronisch über die Website: <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/> eingereicht werden.

Lüttich, den      September 2020

**Catherine Delcourt**  
**Diensttuende Gouverneurin**



**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

**Cahier des charges concernant le passage d'une randonnée  
cyclo-touristique sur le territoire de la province de Liège**

**A. Identification**

**A compléter :**

1. Nom de la manifestation : .....
2. Date de la manifestation : .....

**B. Organisation**

**A compléter :**

1. Identité de l'organisation (personne morale)

Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone : ..... Numéro de GSM : .....

Adresse mail : .....

Site Web : .....

2. Identité de la personne qui représente l'organisateur (personne physique)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone : ..... Numéro de GSM : .....

Adresse mail : .....

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



## LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIEGE

---

### 3. Identité du responsable de la sécurité

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Numéro de téléphone : ..... Numéro de GSM : .....  
 Adresse mail : .....

Le responsable de sécurité est joignable pendant l'entièreté de la manifestation et jusqu'à 3h après la fin de celle-ci.

### C. Manifestation

L'autorisation de passage du Gouverneur concerne le ou les itinéraire(s) en province de Liège, inclus les implantations connexes nécessaires au bon déroulement de la randonnée (parkings, ravitaillements...).

#### Dispositions à respecter :

##### ⇒ **Parkings et zones de ravitaillement**

- Aux abords des sites de départ, les parkings sont prévus en nombre suffisant, afin d'éviter l'encombrement de la voie publique avec le stationnement des participants et de ne pas porter préjudice à la commodité de passage des autres usagers de la route.
- Les parkings et les zones de ravitaillement réservés à la randonnée, sont mentionnés dans l'itinéraire, tel que défini au point C.6.
- Ils sont implantés suffisamment en retrait de la route afin de ne pas constituer une gêne pour le trafic et permettre le passage des randonneurs qui ne s'y arrêtent pas.
- Ils sont correctement signalés (panneaux lisiblement libellés).
- Ils offrent des sanitaires en rapport avec le type et l'affluence de randonneurs, en respectant les normes suivantes :
  - ✓ minimum 1 WC hommes et 1 WC Femmes sur chaque installation (aires de parking, de ravitaillement et de départ et d'arrivée).
  - ✓ minimum 1 WC par 100 participants attendus.
- Ils offrent des dispositifs de récolte des déchets (minimum 1 poubelle de 90L pour 100 personnes attendues).

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be





## LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIEGE

---

### ⇒ Régulateurs de trafic

- Le responsable de sécurité engage des régulateurs de trafic, tels que définis dans l'arrêté de police, en qualité de préventionnistes, conformément à son analyse de risque.
- L'organisateur établit son dispositif de régulateurs sur la base de l'analyse de risque du responsable de sécurité et des avis des Autorités administratives et policières.
- Les régulateurs sont positionnés à des endroits non équivoques : en aucun cas, leur présence ne peut laisser penser aux randonneurs qu'ils peuvent déroger au code de la route. Notamment, les régulateurs ne sont jamais postés aux feux tricolores, à l'intérieur des carrefours et des ronds-points ou lors de virages à droite, mais plus judicieusement avant un point d'itinéraire particulièrement dangereux (descente abrupte ou carrefour sensible, par exemple).
- Les régulateurs de trafic sont numérotés chronologiquement par poste occupé, et sont renseignés dans l'itinéraire, tel que défini au point C.6.
- Le responsable de sécurité vérifie que la/les langue(s) parlée(s) par les régulateurs de trafic, sont fonction du territoire de la communauté linguistique traversé par l'itinéraire et de la langue parlée par les randonneurs. Les régulateurs sont en effet censés pouvoir s'exprimer avec les riverains et les randonneurs.

### ⇒ Participants

- L'inscription auprès de l'organisateur, préalablement au départ, est obligatoire.
- Dès le départ et pour la durée de la manifestation, chaque participant porte un numéro d'identification, parfaitement visible, quelles que soient les circonstances, sous les deux formes suivantes :
  - ✓ Un dossard numéroté d'une dimension minimale de 16 x 18 cm.
  - ✓ Une plaque de cadre reprenant le numéro du dossard, sur le vélo.
- L'organisateur établit un listing des participants répertoriant au moins nom, prénom, date de naissance et numéro d'identification.
- Sur la base de la liste des participants établie par l'organisateur, le responsable de sécurité est capable à tout moment d'identifier chaque randonneur au moyen de son numéro de dossard.
  - ✓ Il est à la disposition des Autorités et des intervenants des services de secours et de sécurité en vue de cette identification éventuellement nécessaire.
- La liste des participants est remise, sur demande, aux services de police.

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



## LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIEGE

---

- L'organisateur met à la disposition des participants un programme/guide technique, lequel reprend au moins :
  - ✓ les coordonnées complètes de l'organisation,
  - ✓ un numéro de contact « organisation » en cas de besoin, pendant la durée de la manifestation et jusqu'à 3 heures après la clôture de celle-ci,
  - ✓ une description détaillée du/des itinéraires avec profil(s), distance(s), zone(s) de ravitaillement, poste(s) de premiers secours et poste(s) d'assistance technique,
  - ✓ une description des prestations éventuellement offertes aux participants,
  - ✓ un rappel du rôle du régulateur de trafic,
  - ✓ une sensibilisation au code de la route, à l'environnement et au civisme,
  - ✓ les numéros d'urgence utiles : 101 (appel Police) et 112 (secours, voir pt. D).
- Conformément au code de la route, si des groupes de plus de 50 participants sont constitués et inscrits comme tels, les coordonnées des capitaines de route et des véhicules d'escorte sont enregistrées.
  - ✓ Les capitaines de route sont joignables pendant toute la durée de la manifestation, par GSM (voir point C.8).

### A compléter :

1. Nombre de participants attendus : .....
2. Nombre d'éditions précédentes : .....
3. Nombre d'itinéraires : .....
4. Distances parcourues :
  - a) Itinéraire 1 – distance : ..... Nombre de participants attendus : .....
  - b) Itinéraire 2 – distance : ..... Nombre de participants attendus : .....
  - c) Itinéraire 3 – distance : ..... Nombre de participants attendus : .....
  - d) Itinéraire 4 – distance : ..... Nombre de participants attendus : .....
  - e) Itinéraire 5 – distance : ..... Nombre de participants attendus : .....
  - f) Itinéraire 6 – distance : ..... Nombre de participants attendus : .....
  - g) Itinéraire 7 – distance : ..... Nombre de participants attendus : .....

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

5. Parkings et zones de ravitaillement :

**Adresse 1 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 2 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 3 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 4 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 5 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 6 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 7 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 8 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 9 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

**Adresse 10 :** .....  
Code postal : ..... Commune : .....

6. Itinéraire : l'organisateur annexe au présent cahier des charges deux pièces :

- ⇒ une cartographie lisible du/des itinéraire(s) (format JPEG ou PDF), un tableau Excel, reprenant l'itinéraire « commune par commune », « rue par rue », avec mention « direction suivie » et timing.

Dans ce tableau, le nom des communes et le nom des rues sont en français si le territoire concerné par l'itinéraire est francophone, le nom des communes et le nom des rues peuvent être en allemand, si le territoire concerné par l'itinéraire est de la communauté germanophone.

(Il est loisible aux organisateurs de joindre également une cartographie sous format KML ou KMZ).



**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

Sont localisés/indiqués dans l'itinéraire (au minimum dans le volet Excel) :

- ⇒ les points de départ et d'arrivée,
- ⇒ les zones de ravitaillement,
- ⇒ les parkings,
- ⇒ la position des régulateurs de trafic numérotés.

7. Description de la signalétique et des modes de fixation : .....

Le fléchage de l'itinéraire doit être mis en place DEUX jours à l'avance, au moyen de panneaux bien visibles, et enlevé par l'organisateur au plus tard DEUX jours après la fin prévue de la manifestation.

8. Capitaines de route (si groupes de plus de 50 participants) :

- a) Nom : ..... Prénom : .....  
Numéro de GSM : .....
- b) Nom : ..... Prénom : .....  
Numéro de GSM : .....
- c) Nom : ..... Prénom : .....  
Numéro de GSM : .....
- d) Nom : ..... Prénom : .....  
Numéro de GSM : .....
- e) Nom : ..... Prénom : .....  
Numéro de GSM : .....
- f) Nom : ..... Prénom : .....  
Numéro de GSM : .....
- g) Nom : ..... Prénom : .....  
Numéro de GSM : .....



**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

**D. Dispositif médico-sanitaire préventif**

**Dispositions à respecter :**

- ⇒ Il revient à la Commission d'Aide Médicale Urgente (ci-après nommée la CoAMU), de remettre un avis aux autorités administratives qui en font la demande. La demande d'avis auprès de la CoAMU sera faite conformément aux dispositions de l'arrêté de police du Gouverneur. Sur la base d'une première analyse du cahier des charges, la CoAMU se réserve le droit de demander à l'organisateur des informations complémentaires.
- ⇒ L'organisateur s'engage à donner des consignes écrites aux membres de l'organisation et aux randonneurs reprenant ces principes :
  - **composer le n°112 pour toute personne dont l'état de santé requiert une intervention de secours URGENTE ;**
  - **le préposé de la CU 112 est seul habilité à réquisitionner les moyens de l'Aide Médicale Urgente pour le transport du patient et à désigner l'hôpital de destination.**
- ⇒ L'exercice de l'art de guérir et de l'art de soigner sur le territoire belge est régi par la Loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé.

Les membres médecins et/ou infirmiers - ressortissants européens autorisés à exercer dans un autre Etat membre de l'UE - qui font partie d'une équipe médicale étrangère accompagnant les randonneurs peuvent exécuter en Belgique des actes relevant respectivement de l'art médical ou de l'art infirmier à condition d'avoir préalablement adressé à la Direction de l'Art de Guérir une déclaration concernant une prestation de service au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par le Ministre (formulaires « prestation de service infirmier » et « prestation de service médecin », en annexe).

Cette déclaration doit être accompagnée des pièces suivantes qui ne peuvent pas avoir plus de douze mois de date et auxquelles sera jointe, le cas échéant, une traduction établie dans une des langues utilisées officiellement en Belgique et déclarée conforme par un traducteur assermenté :

- un certificat de nationalité,
- une attestation délivrée par l'autorité compétente de l'Etat membre où il est établi, certifiant que le bénéficiaire y exerce légalement la profession en cause et qu'il détient le(s) diplôme(s), certificat(s) ou autre(s) titre(s) requis pour la prestation de service en cause,

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



## LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIEGE

---



- la Direction de l'Art de Guérir enregistre la prestation de services et en informe la Commission médicale provinciale, l'Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité et, le cas échéant, l'Ordre compétent.

Cette procédure prend du temps, il est donc impératif d'introduire les documents au moins 2 mois avant la manifestation.

En cas d'irrespect de ces dispositions, la Commission médicale provinciale est habilitée à dénoncer les membres de ces équipes pour exercice illégal de l'art de guérir et ou de soigner ainsi que les organisateurs qui auront facilité l'exercice illégal par ces personnes.

L'organisateur s'engage à introduire, le cas échéant, les déclarations de prestation de services auprès de l'art de guérir et à transmettre, à la CoAMU, les autorisations délivrées par la Direction de l'Art de Guérir.

**Une personne de contact est désignée dans le dispositif médico-sanitaire de la manifestation. Cette personne de contact doit être joignable par la CU 112 pendant l'entièreté de la manifestation et jusqu'à 3h après la fin de celle-ci.**

**Les missions particulières de la personne de contact désignée par l'organisateur sont les suivantes :**

- ⇒ **Confirmer son identité auprès de la CU 112 par mail, au plus tard 3 jours ouvrables avant la manifestation, à l'adresse fonctionnelle suivante : [experts@cs112.com](mailto:experts@cs112.com)**
- ⇒ **Le jour de la manifestation, dès que le dispositif médico-sanitaire préventif est opérationnel, téléphoner à la CU 112 pour confirmer sa mise en place, en formant le numéro d'appel européen 112.**
- ⇒ **Le jour de la manifestation, dès que le dispositif médico-sanitaire préventif est levé, téléphoner à la CU 112 pour l'informer de la levée du dispositif, en formant le numéro d'appel européen 112.**



**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

**A compléter :**

1. Nombre d'ambulances agréées 112 engagées : .....
2. Personne de contact dispositif médico-sanitaire (pour le CU 112) :  
 Nom : ..... Prénom : .....  
 Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
 Titre : .....
3. Nombre de secouristes ambulanciers engagés : .....
4. Nombre de secouristes engagés : .....
5. Nombre d'infirmiers engagés : .....
6. Nombre de médecins engagés : .....
7. Identité des secouristes ambulanciers engagés :
  - a) Nom : ..... Prénom : .....  
 Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
 Titre : .....
  - b) Nom : ..... Prénom : .....  
 Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
 Titre : .....
  - c) Nom : ..... Prénom : .....  
 Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
 Titre : .....
  - d) Nom : ..... Prénom : .....  
 Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
 Titre : .....
  - e) Nom : ..... Prénom : .....  
 Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
 Titre : .....
  - f) Nom : ..... Prénom : .....  
 Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
 Titre : .....

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

- g) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- h) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- i) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- j) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....

**8. Identité des secouristes engagés :**

- a) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- b) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- c) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- d) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- e) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- f) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be





**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

- g) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- h) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- i) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- j) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....

9. Identité des infirmiers engagés :

- a) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- b) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- c) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- d) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- e) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- f) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

- g) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- h) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- i) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- j) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....

10. Identité des médecins engagés :

- a) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- b) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- c) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....
- d) Nom : ..... Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Numéro de GSM : .....  
Titre : .....



**LE GOUVERNEUR  
DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

**E. Environnement**

**Dispositions à respecter :**

Outre des dispositions particulières (aménagements pour la collecte des déchets) sur les parkings et les zones de ravitaillement, l'organisateur prend toutes les mesures appropriées en matière de protection de l'environnement et remet la globalité de l'itinéraire et son environnement en état dès la fin de la manifestation.

**F. Caution**

**Dispositions à respecter :**

- ⇒ Conformément à l'arrêté de police, une caution est demandée à l'organisateur. Cette caution sera acquittée au plus tard une semaine avant la manifestation, sur le compte IBAN BE 24 0000 0350 5538 BIC BPOTBEB1 au nom du Commissariat d'arrondissement, Place Notger 2, 4000 Liège.
- ⇒ Le montant de la caution sera fixé à 1 euro par participant, avec un minimum de 500 euros.

**E. Couverture assurance**

Conformément à l'arrêté de police, l'organisateur sera en possession d'une assurance globale Responsabilité Civile pour toute la manifestation ainsi que d'une assurance Accidents Corporels pour tous les participants.

Date : ..... Lieu: .....

*Signature du demandeur,* .....

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



## **LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIEGE**

---

*Les informations collectées au moyen de ce formulaire le sont uniquement pour la finalité suivante : l'organisation de la sécurité des randonnées cyclo-touristiques. Le traitement de ces données a pour fondement (licéité – article 6. 1., e) GDPR) : l'article 128 de la loi provinciale prévoyant que le Gouverneur veille dans la province au maintien de l'ordre public, à savoir la tranquillité, la sûreté et la salubrité publiques.*

*Ces données seront traitées au sein des services du Gouverneur de la province de Liège, responsable du traitement. Elles seront transférées à d'autres destinataires en province de Liège, tels que : des autorités administratives locales, des zones de police, des zones de secours, la Commission d'Aide Médicale Urgente et la CU 112. Elles ne feront pas l'objet de transferts hors UE.*

*Elles seront conservées durant un délai de 10 ans, délai correspondant à la prescription des recours en justice.*

*Vous pouvez, le cas échéant, exercer un droit d'accès, de rectification et d'opposition au traitement de vos données auprès de notre DPO en recourant au formulaire mis à votre disposition par le Gouverneur via le lien suivant : <http://gouverneur.provincedeliege.be>.*

*Pour en savoir davantage sur notre politique de confidentialité et vos droits : <https://www.ibz.be/fr/declaration-de-confidentialite>.*

*Si après nous avoir contacté, vous considérez que vos droits ne sont pas respectés ou qu'un traitement de données à caractère personnel vous concernant constitue une violation de la Règlementation sur la protection des données, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données : [www.autoritedeprotectiondesdonnees.be](http://www.autoritedeprotectiondesdonnees.be) – mail : [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be) – tél : +32 2 274 48 00 – adresse : Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles, Belgique.*

Tél : 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Liège Fax : 04/279.32.90 [event@provincedeliege.be](mailto:event@provincedeliege.be)



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

**Lastenheft für die Durchfahrt  
einer Radtourenfahrt durch das Gebiet der Provinz Lüttich**

**A. Identifikation**

**Zu ergänzen:**

- 1. Name der Veranstaltung: .....
- 2. Datum der Veranstaltung: .....

**B. Organisation**

**Zu ergänzen:**

- 1. Identität der Organisation (juristische Person)

Name: .....

Adresse: .....

Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....

Telefonnummer: ..... Mobilfunknummer: .....

E-Mail-Adresse: .....

Website: .....

- 2. Identität der Person, die den Veranstalter vertritt (natürliche Person)

Name: ..... Vorname: .....

Adresse: .....

Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....

Telefonnummer: ..... Mobilfunknummer: .....

E-Mail-Adresse: .....

Tel.: 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Lüttich Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be 1



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

3. Identität des Sicherheitsbeauftragten:

Name: ..... Vorname: .....  
 Adresse: .....  
 Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....  
 Telefonnummer: ..... Mobilfunknummer: .....  
 E-Mail-Adresse: .....

Der Sicherheitsbeauftragte ist während der gesamten Dauer der Veranstaltung und bis zu 3 Stunden nach deren Ende erreichbar.

**C. Veranstaltung**

Die Genehmigung des Gouverneurs zur Durchfahrt betrifft die Strecke(n) in der Provinz Lüttich, einschließlich der für den korrekten Ablauf der Radtourenfahrt notwendigen Strukturen (Parkplätze, Verpflegungszonen, usw.).

**Einzuhaltende Bestimmungen:**

⇒ **Parkplätze und Verpflegungszonen**

- In der Umgebung der Startbereiche wird eine ausreichende Zahl an Parkplätzen vorgesehen, um die Überfüllung der öffentlichen Straßen durch geparkte Autos der Teilnehmer zu vermeiden und die Durchfahrt für andere Verkehrsteilnehmer nicht zu behindern.
- Die für die Radtourenfahrt vorgesehenen Parkplätze und Verpflegungszonen werden im Streckenverlauf angegeben, wie unter Punkt C.6. festgelegt.
- Sie befinden sich in ausreichendem Abstand zur Straße, damit sie den Verkehr nicht behindern und damit die Radfahrer, die dort nicht anhalten, ungehindert weiterfahren können.
- Sie werden korrekt ausgeschildert (lesbar beschriftete Schilder).
- Sie bieten eine ausreichende Zahl an sanitären Einrichtungen in Bezug auf Art und Zahl der Teilnehmer, wobei folgende Normen einzuhalten sind:
  - ✓ mindestens 1 WC für Herren, 1 WC für Damen bei jeder Anlage (Parkplätze, Verpflegungszonen, Start- und Zielbereich)

Tel.: 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Lüttich Fax : 04/279.32.90 event@provinciedeliege.be



## DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH

---

- ✓ mindestens 1 WC pro 100 erwarteter Teilnehmer
- Sie verfügen über Müllsammelstellen (mindestens 1 90-Liter-Mülleimer pro 100 erwartete Personen).

### ⇒ Verkehrsregler

- Entsprechend seiner Risikoanalyse verpflichtet der Sicherheitsbeauftragte Verkehrsregler im Sinne des Polizeierlasses als Unfallverhütungsspezialisten.
- Auf der Grundlage der Risikoanalyse des Sicherheitsbeauftragten und der Stellungnahmen der Verwaltungs- und Polizeibehörden erstellt der Veranstalter sein Aufgebot an Verkehrsreglern.
- Die Verkehrsregler sind an eindeutigen Stellen positioniert: In keinem Fall darf ihre Anwesenheit dazu führen, dass die Radtourenfahrer denken, von der Straßenverkehrsordnung abweichen zu können. Insbesondere stehen Verkehrsregler nie an Ampeln, mitten in Kreuzungen und Kreisverkehren oder an Stellen, an denen rechts abzubiegen ist, sondern sinnvollerweise vor einem besonders gefährlichen Streckenabschnitt (beispielsweise vor einer steilen Abfahrt oder gefährlichen Kreuzung)
- Die Verkehrsregler werden fortlaufend nummeriert nach den Posten, die sie besetzen, und werden im Streckenverlauf wie unter Punkt C.6 festgelegt angegeben.
- Der Sicherheitsbeauftragte achtet auf die Beachtung des Sprachgebrauchs der Verkehrsregler in Abhängigkeit von dem Sprachgebiet, durch das die Strecke führt, und der Sprache, die die Radtourenfahrer sprechen. Die Verkehrsregler sollen nämlich in der Lage sein, sich mit den Anwohnern und den Radtourenfahrern zu verständigen.

### ⇒ Teilnehmer

- Die Anmeldung beim Veranstalter vor dem Start ist verpflichtend.
- Ab dem Start und während der gesamten Dauer der Veranstaltung trägt jeder Teilnehmer eine unter allen Umständen klar sichtbare Identifikationsnummer in folgenden beiden Formen:
  - ✓ eine Rückennummer in einer Mindestgröße von 16 cm x 18 cm
  - ✓ eine mit der Rückennummer identische Rahmennummer auf dem Fahrrad.
- Der Veranstalter erstellt eine Teilnehmerliste, in der mindestens Name, Vorname, Geburtsdatum und Identifikationsnummer erfasst werden.
- Mittels der vom Veranstalter erstellten Teilnehmerliste ist der Sicherheitsbeauftragte in der Lage, jeden Radtourenfahrer jederzeit mittels seiner Rückennummer zu identifizieren.



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

.be

- ✓ Er steht den Behörden und Einsatzkräften der Rettungs- und Sicherheitsdienste für eine eventuell erforderliche Identifikation zur Verfügung.
- Die Teilnehmerliste wird den Polizeidiensten auf Verlangen ausgehändigt.
- Der Veranstalter stellt den Teilnehmern ein Programm / einen technischen Leitfaden zur Verfügung, das / der mindestens Folgendes enthält:
  - ✓ die vollständigen Kontaktdaten des Veranstalters
  - ✓ eine Kontaktnummer des Veranstalters für die gesamte Dauer der Veranstaltung und bis zu 3 Stunden nach deren Ende
  - ✓ eine detaillierte Beschreibung der Strecke(n) mit Profil(en), Entfernung(en), Verpflegungszone(n), Erste-Hilfe-Posten und Posten für die technische Hilfe
  - ✓ eine Beschreibung der Leistungen, die den Teilnehmer eventuell angeboten werden
  - ✓ eine Erläuterung der Rolle des Verkehrsreglers
  - ✓ eine Sensibilisierung für die Straßenverkehrsordnung, die Umwelt und den Bürgersinn
  - ✓ die nützlichen Notrufnummern: 101 (Polizeinotruf) und 112 (Rettungsnotruf, siehe Punkt D).
- Wenn sich mehr als 50 Teilnehmer als Gruppe angemeldet haben, sind gemäß Straßenverkehrsordnung die Kontaktdaten der Mannschaftskapitäne ("capitaines de route") und der Begleitfahrzeuge anzugeben.
  - ✓ Die Mannschaftskapitäne sind während der gesamten Dauer der Veranstaltung über Mobiltelefon erreichbar (siehe Punkt C.8).

**Zu ergänzen:**

1. Anzahl der erwarteten Teilnehmer: .....
2. Anzahl der vorausgehenden Ausgaben: .....
3. Anzahl der Strecken: .....

Tel.: 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Lüttich Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be





**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

4. Zurückgelegte Wegstrecken:

- a) Strecke 1 – Entfernung: ..... Anzahl der erwarteten Teilnehmer: .....
- b) Strecke 2 – Entfernung: ..... Anzahl der erwarteten Teilnehmer: .....
- c) Strecke 3 – Entfernung: ..... Anzahl der erwarteten Teilnehmer: .....
- d) Strecke 4 – Entfernung: ..... Anzahl der erwarteten Teilnehmer: .....
- e) Strecke 5 – Entfernung: ..... Anzahl der erwarteten Teilnehmer: .....
- f) Strecke 6 – Entfernung: ..... Anzahl der erwarteten Teilnehmer: .....
- g) Strecke 7 – Entfernung: ..... Anzahl der erwarteten Teilnehmer: .....

5. Parkplätze und Verpflegungszonen:

- Adresse 1:** .....
- Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....
- Adresse 2:** .....
- Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....
- Adresse 3:** .....
- Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....
- Adresse 4:** .....
- Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....
- Adresse 5:** .....
- Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....
- Adresse 6:** .....
- Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....
- Adresse 7:** .....
- Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....
- Adresse 8:** .....
- Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

**Adresse 9:** .....  
Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....

**Adresse 10:** .....  
Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....

6. Streckenverlauf: Der Veranstalter fügt dem Lastenheft zwei Unterlagen bei:

- ⇒ eine lesbare Karte der Strecke(n) (Format JPEG oder PDF), eine Excel-Tabelle mit dem Streckenverlauf nach Gemeinde, nach Straßen mit dem Verweis der Richtung, der zu folgen ist, und dem Zeitplan.  
Die Namen der Gemeinden und Straßennamen werden in französischer Sprache eingetragen, wenn das vom Streckenverlauf betroffene Gebiet französischsprachig ist; die Namen der Gemeinden und Straßennamen können in deutscher Sprache eingetragen werden, wenn das vom Streckenverlauf betroffene Gebiet in der Deutschsprachigen Gemeinschaft liegt.  
(Die Veranstalter können Karten auch im Format KML oder KMZ beifügen).

Im Streckenverlauf sind anzugeben (zumindest in der Excel-Tabelle):

- ⇒ Start und Ziel
- ⇒ Verpflegungszonen
- ⇒ Parkplätze
- ⇒ Position der mit Nummern versehenen Verkehrsregler

7. Beschreibung der Beschilderung und der Anbringungsweise: .....  
.....  
.....  
.....

Die Ausschilderung des Streckenverlaufs muss ZWEI Tage vorher mittels gut sichtbarer Schilder erfolgen, die der Veranstalter spätestens ZWEI Tage nach dem Ende der Veranstaltung zu entfernen hat.

Tel.: 04/279.32.74 Place Notger 2 - B 4000 Lüttich Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

8. Mannschaftskapitäne ("capitaines de route") (bei Gruppen mit mehr als 50 Teilnehmern):

- a) Name: ..... Vorname: .....  
Mobilfunknummer: .....
- b) Name: ..... Vorname: .....  
Mobilfunknummer: .....
- c) Name: ..... Vorname: .....  
Mobilfunknummer: .....
- d) Name: ..... Vorname: .....  
Mobilfunknummer: .....
- e) Name: ..... Vorname: .....  
Mobilfunknummer: .....
- f) Name: ..... Vorname: .....  
Mobilfunknummer: .....
- g) Name: ..... Vorname: .....  
Mobilfunknummer: .....

**D. Präventives medizinisch-sanitäres Aufgebot**

**Einzuhaltende Bestimmungen:**

- ⇒ Es ist Aufgabe der Kommission für dringende medizinische Hilfe (im folgenden KDMH genannt), den Verwaltungsbehörden, die darum ersuchen, eine Stellungnahme zu übermitteln. Das Ersuchen um Stellungnahme der KDMH erfolgt gemäß den Bestimmungen des Polizeierlasses des Gouverneurs. Nach einer ersten Analyse des Lastenhefts behält sich die KDMH das Recht vor, den Veranstalter um zusätzliche Informationen zu bitten.



## DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH

---

- ⇒ Der Veranstalter verpflichtet sich dazu, den Mitgliedern der Organisation und den Radfahrern schriftliche Anweisungen zu geben, die die folgenden Verhaltensmaßregeln enthalten:
- **Für jede Person, deren Gesundheitszustand einen DRINGENDEN Rettungseinsatz erfordert, ist die Nr. 112 zu wählen.**
  - **Der Angestellte der NRZ 112 alleine ist befugt, die Mittel der dringenden medizinischen Hilfe für den Krankentransport anzufordern und anzuweisen, in welches Krankenhaus der Patient gebracht werden soll.**
- ⇒ Die Ausübung der Heilkunst und der Pflegekunst auf dem belgischen Staatsgebiet ist durch das koordinierte Gesetz vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe geregelt.

Die Ärzte bzw. Krankenpfleger, die europäische Staatsangehörige sind, die in einem anderen Mitgliedsstaat der EU ihren Beruf ausüben dürfen, und die einem ausländischen medizinischen Team angehören, das die Radtourenfahrer begleitet, dürfen in Belgien Handlungen der Heilkunst bzw. der Pflegekunst nur dann ausführen, wenn sie vorher mittels eines Formulars, dessen Muster vom Minister festgelegt wurde, bei der Direktion der Heilkunst eine Erklärung betreffend einer Dienstleistungserbringung eingereicht haben (Formulare "Dienstleistungserbringung Krankenpfleger" und "Dienstleistungserbringung Arzt" in der Anlage).

Dieser Erklärung sind folgende Nachweise beizulegen, die nicht älter als 12 Monate sein dürfen und denen gegebenenfalls eine von einem vereidigten Übersetzer für gleich lautend erklärte Übersetzung in eine der offiziell in Belgien verwendete Sprache beizufügen ist:

- eine Staatsangehörigkeitsbescheinigung
- eine von der zuständigen Behörde des Mitgliedsstaates ausgestellte Bescheinigung, in der bestätigt wird, dass der Besagte dort den Beruf rechtmäßig ausübt und dass er das/die für die Ausübung der betreffenden Dienstleistung erforderliche(n) Diplom(e), Zeugnis(se) oder andere Befähigungsnachweise besitzt.
- Die Direktion der Heilkunst registriert die Dienstleistungserbringung und informiert die Provinziale medizinische Kommission, die Staatliche Anstalt für Kranken- und Invaliditätsversicherung und ggf. die zuständige Ärztekammer darüber.



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

Dieses Verfahren nimmt Zeit in Anspruch; deshalb ist es unerlässlich, die Unterlagen mindestens zwei Monate vor der Veranstaltung einzureichen.

Bei Nichtbeachtung dieser Vorschriften ist die Provinziale medizinische Kommission befugt, die Mitglieder dieser Teams wegen illegaler Ausübung der Heil- und Pflegekunst sowie die Veranstalter, die deren illegale Ausübung der Heil- und Pflegekunst erleichtert haben, anzuzeigen.

Der Veranstalter verpflichtet sich gegebenenfalls dazu, die Erklärungen über Dienstleistungserbringung bei der Direktion Heilkunst einzureichen und der KDMH die von der Direktion der Heilkunst ausgestellten Genehmigungen zu übermitteln.

**Innerhalb des medizinisch-sanitären Aufgebots der Veranstaltung ist eine Kontaktperson zu benennen. Diese Kontaktperson muss für die NRZ 112 während der gesamten Veranstaltung und bis zu 3 Stunden nach deren Ende erreichbar sein.**

**Die von Veranstalter benannte Kontaktperson hat insbesondere folgende Aufträge:**

- ⇒ **Spätestens 3 Werktage vor der Veranstaltung der NRZ 112 per E-Mail an folgende Adresse ihre Identität bestätigen: [experts@cs112.com](mailto:experts@cs112.com)**
- ⇒ **Sobald am Tag der Veranstaltung das präventive medizinisch-sanitäre Aufgebot operativ ist, der NRZ 112 über die europäische Notrufnummer 112 die Einrichtung bestätigen**
- ⇒ **Sobald am Tag der Veranstaltung das präventive medizinisch-sanitäre Aufgebot aufgehoben ist, die NRZ 112 über die europäische Notrufnummer 112 über die Aufhebung informieren.**

**Zu ergänzen:**

1. Anzahl der eingesetzten Krankenwagen mit 112-Zulassung: .....

2. Kontaktperson des medizinisch-sanitären Aufgebots (für die NRZ 112):

Name: ..... Vorname: .....

Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....

Titel: .....

3. Anzahl der eingesetzten Sanitäter-Krankenwagenfahrer: .....

Tel.: 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Lüttich Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

- 4. Anzahl der eingesetzten Sanitäter: .....
- 5. Anzahl der eingesetzten Krankenpfleger: .....
- 6. Anzahl der eingesetzten Ärzte: .....
- 7. Identität der eingesetzten Sanitäter-Krankenwagenfahrer:
  - a) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....
  - b) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....
  - c) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....
  - d) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....
  - e) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....
  - f) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....
  - g) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....
  - h) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

Tel.: 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Lüttich Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

i) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

j) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

8. Identität der eingesetzten Sanitäter:

a) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

b) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

c) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

d) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

e) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

f) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

g) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

h) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

Tel.: 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Lüttich Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

i) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....

Titel: .....

j) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....

Titel: .....

9. Identität der eingesetzten Krankenpfleger:

a) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

b) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

c) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

d) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

e) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

f) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

g) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....





**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

h) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

i) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

j) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

10. Identität der eingesetzten Ärzte:

a) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

b) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

c) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....

d) Name: ..... Vorname: .....  
Geburtsdatum: ..... Mobilfunknummer: .....  
Titel: .....



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

**E. Umwelt**

**Einzuhaltende Bestimmungen:**

Neben den besonderen Verfügungen (Müllsammelstellen) auf den Parkplätzen und in den Verpflegungszone n trifft der Veranstalter alle geeigneten Maßnahmen in Sachen Umweltschutz und versetzt die Strecke und seine Umgebung nach der Veranstaltung vollständig in den ursprünglichen Zustand zurück.

**F. Kaut ion**

**Einzuhaltende Bestimmungen:**

- ⇒ Gemäß Polizeierlass wird der Veranstalter um die Hinterlegung einer Kaut ion gebeten. Diese Kaut ion ist bis spätestens eine Woche vor der Veranstaltung auf das Konto IBAN BE 24 0000 0350 5538 BIC BPOTBEB1, auf den Namen des Bezirkskommissariats, Place Notger 2, 4000 Lüttich einzuzahlen.
- ⇒ Der Betrag der Kaut ion wird auf 1 Euro pro Teilnehmer und einen Mindestbetrag von 500 Euro festgesetzt.

**E. Versicherungsdeckung**

Gemäß Polizeierlass muss der Veranstalter im Besitz einer Zivilhaftpflichtversicherung für die gesamte Veranstaltung sowie einer Personenunfallversicherung für alle Teilnehmer sein.

Datum: ..... Ort: .....

*Unterschrift des Antragstellers* .....

Tel.: 04/279.32.74 Place Notger 2 – B 4000 Lüttich Fax : 04/279.32.90 event@provincedeliege.be



**DER GOUVERNEUR  
DER PROVINZ LÜTTICH**

---

*Die mittels dieses Formulars gesammelten Informationen dienen ausschließlich folgendem Zweck: Organisation der Sicherheit von Radtourenfahrten. Als Grundlage für die Verarbeitung dieser Daten (Rechtmäßigkeit – Artikel 6, 1., e) DSGVO) dient Artikel 128 des Provinzialgesetzes, demzufolge der Gouverneur in der Provinz über die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, d. h. der öffentlichen Ruhe, Sicherheit und Gesundheit wacht.*

*Diese Daten werden innerhalb der Dienststellen des Gouverneurs der Provinz Lüttich, der für die Verarbeitung zuständig ist, verarbeitet. Sie werden an andere Adressaten in der Provinz Lüttich weitergeleitet, wie zum Beispiel: lokale Verwaltungsbehörden, Polizeizonen, Hilfeleistungszonen, Kommission für dringende medizinische Hilfe und NRZ 112. Sie werden nicht an Staaten außerhalb der EU übermittelt.*

*Sie werden für den Zeitraum von 10 Jahren aufbewahrt, was der Verjährungsfrist der Rechtsmittel entspricht.*

*Gegebenenfalls können Sie das Recht auf Zugang zu Ihren Daten, auf deren Berichtigung und auf Widerspruch gegen deren Verarbeitung bei unserem Datenschutzbeauftragten ausüben, dies mittels des Formulars, das der Gouverneur über folgenden Link zur Verfügung stellt: <http://gouverneur.provincedeliege.be>.*

*Mehr zu unseren Datenschutzbestimmungen und Ihren Rechten finden Sie hier: <https://www.ibz.be/fr/declaration-de-confidentialite>.*

*Wenn Sie, nachdem Sie mit uns Kontakt aufgenommen haben, der Meinung sind, dass Ihre Rechte verletzt werden oder die Verarbeitung Ihrer personenbezogenen Daten gegen die Datenschutzgrundverordnung verstößt, haben Sie das Recht, bei der Datenschutzbehörde eine Beschwerde einzureichen: [www.autoritedeprotectiondesdonnees.be](http://www.autoritedeprotectiondesdonnees.be) – E-Mail: [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be) – Tel. : +32 2 274 48 00 – Adresse: Rue de la Presse, 35 in 1000 Brüssel, Belgien.*

Ligne du temps pour une chronologie parfaite des actions à entreprendre – annexe à l'arrêté de police du Gouverneur en matière de randonnées cyclo-touristiques<sup>1</sup> :

**Légende :**

AMU : Aide Médicale Urgente

CoAMU : La Commission de l'Aide Médicale Urgente

CU 112 : Centrale d'Urgences 112, joignable en formant le... 112

DCA : Direction de Coordination et d'Appui (police fédérale)

IHF : Inspecteur d'Hygiène Fédéral (SPF Santé publique)

Chronologie / Partenaire	Organisateur	Gouverneur	Bourgmestres	Zone(s) de Police	Zone(s) de Secours	AMU	CU 112
<b>Année précédant la date de la manifestation cyclo-touristique</b>							
<b>15 octobre au plus tard</b>	Transmet le cahier des charges (points A et B et Point C, à l'exception du point C.8)  <u>Destinataire(s) :</u> Gouverneur						
<b>15 octobre</b>		Transmet le cahier des charges pour avis					

<sup>1</sup> (minimum 500 participants et minimum deux communes de la province de Liège concernées)

		<u>Destinataire(s) :</u> Bourgmestres concernés, CoAMU  <u>Copie(s) :</u> Zone(s) de Police concernée(s)					
<b>15 novembre</b>				Les/la Zone(s) de Police concernée(s) rend(ent) un avis quant à l'opportunité d'autoriser le passage ou non de la randonnée, en fonction d'une première analyse de risque  <u>Destinataire(s) :</u> Bourgmestres concernés			
<b>15 décembre au plus tard</b>			Chaque Bourgmestre donne un accord de principe ou remet un avis défavorable motivé			Remet son avis quant au dispositif médico-sanitaire préventif à mettre en place	

			<u>Destinataire(s) :</u> Gouverneur			<u>Destinataire(s) :</u> Gouverneur	
<b>Année de la manifestation cyclo-touristique</b>							
<b>15 janvier au plus tard</b>		Transmet les positions des différents Bourgmestres concernés et de la CoAMU					
		<u>Destinataire(s) :</u> Organisateur					

Zeitleiste für den perfekten zeitlichen Ablauf der zu unternehmenden Schritte – Anlage zum Polizeierlass des Gouverneurs bezüglich Radtourenfahrten<sup>2</sup>:

**Legende:**

**DMH: Dringende medizinische Hilfe**

**KDMH: Kommission für dringende medizinische Hilfe**

**NRZ 112: Notrufzentrale 112, erreichbar, wenn man die 112 wählt**

**DCA: Koordinations- und Unterstützungsdirektion (KUD) (föderale Polizei)**

**FHI: Föderaler Hygieneinspektor (FÖD Volksgesundheit)**

Zeitlicher Ablauf /	Veranstalter	Gouverneur	Bürgermeister	Polizeizone(n)	Hilfeleistungszone(n)	DMH	NRZ 112
---------------------	--------------	------------	---------------	----------------	-----------------------	-----	---------

<sup>2</sup> (mindestens 500 Teilnehmer und mindestens zwei Gemeinden der Provinz Lüttich betroffen)

Partner							
<b>Jahr, das dem Datum der Radtourenfahrt vorhergeht</b>							
<b>Spätestens am 15. Oktober</b>	Übermittelt das Lastenheft (Punkte A und B und Punkt C, ausgenommen Punkt C.8  <u>Adressat(en):</u> Gouverneur						
<b>15. Oktober</b>		Übermittelt das Lastenheft zur Stellungnahme  <u>Adressat(en):</u> Betroffene Bürgermeister, KDMH  <u>Kopie:</u> Betroffene Polizeizone(n)					
<b>15. November</b>				Die betroffene(n) Polizeizone(n) gibt (geben) in Abhängigkeit von einer ersten Risikoanalyse eine Stellungnahme darüber ab, ob es zweckmäßig ist, die Durchfahrt der Radtourenfahrt zu genehmigen oder nicht.  <u>Adressat(en):</u> Betroffene Bürgermeister			

<b>Spätestens am 15. Dezember</b>			Jeder Bürgermeister erteilt ein grundsätzliches Einverständnis oder gibt eine begründete ungünstige Stellungnahme ab.  <u>Adressat(en):</u> Gouverneur			Gibt ihre Stellungnahme bezüglich des einzurichtenden präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots ab  <u>Adressat(en):</u> Gouverneur	
<b>Jahr der Radtourenfahrt</b>							
<b>Spätestens am 15. Januar</b>		Übermittelt die Stellungnahmen der betroffenen Bürgermeister und der KDMH  <u>Adressat(en):</u> Veranstalter					
<b>Ab 15. Januar</b>	Ergänzt das Lastenheft mit der Beschreibung des von der KDMH geforderten präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots, organisiert und finanziert dieses Aufgebot  Beauftragt den Sicherheitsbeauftragten mit der Risikoanalyse						

<b>Zeitlicher Ablauf / Partner</b>	<b>Veranstalter</b>	<b>Gouverneur</b>	<b>Bürgermeister</b>	<b>Polizeizone(n)</b>	<b>Hilfeleistungszone(n)</b>	<b>DMH</b>	<b>NRZ 112</b>
<b>Letzter Tag im Februar</b>		Veröffentlicht den Jahreskalender der	Informieren die lokale Bevölkerung mittels				



		Radtourenfahrten auf dem Gebiet der Provinz Lüttich auf seiner Website	des Jahreskalenders der Radtourenfahrten (auf der Website des Gouverneurs verfügbar)				
<b>3 Monate vor der Veranstaltung</b>	Übermittelt das aktualisierte, vollständige Lastenheft  <u>Adressat(en):</u> Gouverneur	Übermittelt das aktualisierte, vollständige Lastenheft  <u>Adressat(en):</u> Betroffene Bürgermeister  <u>Kopie:</u> Betroffene Polizeizone(n), DCA, Hilfeleistungszonen					
<b>3 Monate vor der Veranstaltung</b>				Die betroffene(n) Polizeizone(n) gibt (geben) in Abhängigkeit von einer ergänzenden Risikoanalyse eine Stellungnahme darüber ab, ob es zweckmäßig ist, die Durchfahrt der Radtourenfahrt zu genehmigen oder nicht (Sie haben den Bürgermeistern bereits zwischen dem 15. November und 15. Dezember eine erste Stellungnahme übermittelt)  <u>Adressat(en):</u> Betroffene Bürgermeister	Die betroffene(n) Hilfeleistungszone(n) gibt (geben) in Abhängigkeit von einer Risikoanalyse eine Stellungnahme darüber ab, ob es zweckmäßig ist, die Durchfahrt der Radtourenfahrt zu genehmigen oder nicht.  <u>Adressat(en):</u> Betroffene Bürgermeister		

		Übermitteln in Abhängigkeit von der Risikoanalyse der Einsatzdienste (Änderungen des Streckenverlaufs, Position der Verkehrsregler,...) ihre Wünsche ODER eine begründete Ablehnung  <u>Adressat(en):</u> Gouverneur				
		Fordert und prüft, dass die Änderungen des Streckenverlaufs, Wünsche bezüglich der Verkehrsregler und alle etwaigen anderen Auflagen, die von den Verwaltungs- und Polizeidiensten festgelegt werden, befolgt werden.  <u>Adressat(en):</u> Veranstalter				
	Passt sein Lastenheft entsprechend den geforderten Änderungen an und übermittelt es  <u>Adressat(en):</u> Gouverneur					

		Unterbreitet das geänderte Lastenheft erneut  <u>Adressat(en):</u> Bürgermeister					
--	--	---	--	--	--	--	--

Zeitlicher Ablauf / Partner	Veranstalter	Gouverneur	Bürgermeister	Polizeizone(n)	Hilfeleistungszone(n)	DMH	NRZ 112
Spätestens 1 Monat vor der Veranstaltung			Erteilen eine Durchfahrtsgenehmigung (auf der Grundlage des geänderten Lastenhefts)  <i>[Zu diesem Zeitpunkt gilt jeder unbeantwortete Antrag auf Durchfahrtsgenehmigung als bewilligt]</i>  <u>Adressat(en):</u> Gouverneur  <u>Kopie:</u> Veranstalter				
Spätestens 3 Wochen vor der Veranstaltung	Übermittelt Kopie der Zivilhaftpflichtversicherung für die gesamte Veranstaltung sowie der Personenunfallversicherung für alle Teilnehmer  <u>Adressat(en):</u> Gouverneur						
Spätestens 2 Wochen vor		Organisiert eine Sicherheitssitzung					

<b>der Veranstaltung</b>		<p><u>Eingeladen werden:</u>  Veranstalter,  Sicherheitsbeauftragter,  betroffene  Bürgermeister,  betroffene  Polizeizone(n),  betroffene DCA,  betroffene  Hilfeleistungszone(n),  FHI und NRZ 112</p> <p>Die Anwesenheit des  Veranstalters und des  Sicherheitsbeauftragten  ist verpflichtend.</p>					
<b>Spätestens 1 Woche vor der Veranstaltung</b>	Zahlt die Kautions, deren Betrag in der Sicherheitssitzung festgelegt wurde	Überprüft, ob die Kautions bezahlt wurde					
<b>Nach Zahlung der Kautions</b>		<p>Stellt einen Polizeierlass aus, mit dem er die Durchfahrtsgenehmigung auf dem Gebiet der Provinz erteilt oder verweigert</p> <p><u>Adressat(en):</u>  Veranstalter, betroffene  Bürgermeister</p> <p><u>Kopie:</u>  betroffene  Polizeizone(n),  betroffene DCA,  betroffene</p>					

		Hilfeleistungszone(n), FHI und NRZ 112					
<b>Spätestens 3 Tage vor der Veranstaltung</b>	Die Kontaktperson des präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots bestätigt ihre Identität bei der NRZ 112 an die Adresse <a href="mailto:experts@cs112.com">experts@cs112.com</a>						
<b>2 Tage vor der Veranstaltung</b>	Schildert die Strecke aus						

<b>Zeitlicher Ablauf / Partner</b>	<b>Veranstalter</b>	<b>Gouverneur</b>	<b>Bürgermeister</b>	<b>Polizeizone(n)</b>	<b>Hilfeleistungszone(n)</b>	<b>DMH</b>	<b>NRZ 112</b>
<b>Während der Radtourenfahrt</b>							
<b>Tag X</b>	Der Veranstalter händigt den Teilnehmern ein Programm / einen technischen Leitfaden zu den Bedingungen des Lastenhefts aus  Der Sicherheitsbeauftragte ist während der gesamten Dauer der Veranstaltung +3 Std. erreichbar. Er hält den Einsatzdiensten und Verwaltungsbehörden die			Kann sich während der Dauer der Veranstaltung mit dem Sicherheitsbeauftragten in Verbindung setzen, insbesondere zwecks Identifikation eines oder mehrerer Radtourenfahrer	Kann sich während der Dauer der Veranstaltung mit dem Sicherheitsbeauftragten in Verbindung setzen, insbesondere zwecks Identifikation eines oder mehrerer Radtourenfahrer  Kann sich während der Dauer der Veranstaltung mit der Kontaktperson des präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots in Verbindung setzen, um Erst-	Kann sich während der Dauer der Veranstaltung mit dem Sicherheitsbeauftragten in Verbindung setzen, insbesondere zwecks Identifikation eines oder mehrerer Radtourenfahrer  Kann sich während der Dauer der Veranstaltung mit der Kontaktperson des präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots in Verbindung setzen, um Erst-	Kann sich während der Dauer der Veranstaltung mit dem Sicherheitsbeauftragten in Verbindung setzen, insbesondere zwecks Identifikation eines oder mehrerer Radtourenfahrer  Kann sich während der Dauer der Veranstaltung mit der Kontaktperson des präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots in Verbindung setzen, um Erst-

	<p>Teilnehmerliste bereit. Er stellt sich den Polizeizonen, Hilfeleistungszonen , der DMH und NRZ 112 zur Verfügung</p> <p>Die Kontaktperson des präventiven medizinisch-sanitären Aufgebots ist während der Dauer der Veranstaltung +3 Std. erreichbar. Sie wählt die 112, um die NRZ 112 zu informieren über:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Einrichtung des Aufgebots</li> <li>- Aufhebung des Aufgebots</li> </ul> <p>Sie stellt sich den Hilfeleistungszonen , der DMH und NRZ 112 zur Verfügung.</p>				Hilfe-Maßnahmen zu koordinieren	Hilfe-Maßnahmen zu koordinieren	Hilfe-Maßnahmen zu koordinieren
<b>Nach der Radtourenfahrt</b>							
<b>Innerhalb von 2 Tagen</b>	Entfernt die Schilder und bringt die gesamte Strecke wieder in Ordnung						
<b>Spätestens 1 Monat nach der Veranstaltung</b>			Können einen begründeten Antrag auf Einbehaltung der gesamten oder eines				

			<p>Teils der Kaution in Höhe der Kosten, die sich aus der mangelnden Rücksicht auf die Umwelt ergeben haben, einreichen</p> <p><u>Adressat(en):</u> Gouverneur</p> <p><u>Kopie:</u> Veranstalter</p>				
--	--	--	--	--	--	--	--